

Fillon, Macron, Le Pen... quels sont les programmes des cinq principaux candidats à la présidentielle 2017 ?

LE MONDE | 20.03.2017

François Fillon, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Benoît Hamon confrontent leurs propositions dans un débat lundi soir.

Les cinq principaux candidats à la présidentielle se retrouvent lundi sur le plateau de TF1 pour un débat inédit avant le premier tour. Voici leurs positions sur les principaux sujets qui devraient être abordés. L'ordre des thèmes et des candidats correspond au déroulé de l'émission.

Sur l'immigration

François Fillon souhaite inscrire dans la Constitution le principe de quotas d'immigration fixés par la loi en fonction des capacités d'accueil françaises et d'intégration des demandeurs. Il souhaite également durcir les conditions du regroupement familial ou de l'attribution de la nationalité française, réserver les prestations sociales à une présence régulière en France depuis au moins deux ans et systématiser le placement en détention des sans-papiers.

Jean-Luc Mélenchon refuse « la militarisation » des flux migratoires en Europe et l'accord avec la Turquie. Il souhaite construire des camps d'accueil et faciliter le droit d'asile en France. Le candidat de La France insoumise prône la régularisation des travailleurs sans-papiers déjà sur le sol français et un assouplissement de l'accès à la nationalité française.

Emmanuel Macron souhaite maintenir la politique actuelle. Il veut que la France accueille des réfugiés mais promet de réduire les délais d'examen des demandes d'asile à 6 mois et de s'assurer que tous les déboutés seront reconduits à la frontière. Il entend faire de la maîtrise de la langue française le principal critère d'obtention de la nationalité en garantissant le droit à une formation linguistique à tous les étrangers en situation régulière.

Marine Le Pen a la proposition la plus drastique en matière d'immigration, puisqu'elle veut instaurer un plafond annuel de 10 000 immigrés, supprimer le droit du sol (qui octroie la nationalité aux enfants nés en France), interdire la régularisation des étrangers en situation illégale et mettre fin au regroupement familial automatique ou à la naturalisation par mariage. La candidate du Front national veut aussi réduire les conditions de demande du droit d'asile.

Benoît Hamon ne fait pas de l'immigration une priorité de son programme et considère que la question des migrations doit se régler au niveau européen par l'instauration d'un visa humanitaire pour les réfugiés et la «

fluidification » des allers-retours pour les migrations de travail. Pour éviter l'immigration économique, il propose de consacrer 0,7 % du PIB à l'aide publique au développement pour « accompagner les transitions » en Afrique et en Méditerranée.

Sur l'éducation

François Fillon souhaite développer l'alternance et l'apprentissage dès 15 ans et favoriser l'entrepreneuriat dès la seconde. Le candidat des Républicains prévoit aussi de permettre aux maires de décider des rythmes scolaires. Il veut plus d'autonomie (recrutement, frais de scolarité) pour les établissements, se prononce pour le port de l'uniforme jusqu'au collège et souhaite réduire le poids du baccalauréat en faveur du contrôle continu.

Jean-Luc Mélenchon considère que l'école doit lutter contre les inégalités, par la mixité sociale, la gratuité totale, la maternelle dès 2 ans et le renforcement des effectifs (60 000 enseignants supplémentaires) qui permet d'alléger les classes de primaire. Dans le supérieur, il souhaite abroger les lois Pécresse et Fioraso sur l'autonomie et le regroupement des universités.

Emmanuel Macron veut que l'école se concentre sur la réussite de chacun en individualisant les apprentissages et le suivi des élèves, et en accordant de l'autonomie aux établissements et aux enseignants. Il souhaite recentrer la maternelle et le primaire sur l'acquisition des « fondamentaux » et limiter les effectifs en CP/CE1 en zone prioritaire. Dans le supérieur, il promet de renforcer l'autonomie des universités en termes de formation et de recrutement.

Marine Le Pen promet de recentrer le primaire sur les enseignements « fondamentaux », en consacrant notamment la moitié du temps à l'enseignement du français et en supprimant l'enseignement des langues et cultures d'origine (ELCO). Elle est la seule à vouloir supprimer le collège unique et met l'accent sur l'enseignement professionnel et l'apprentissage, qu'elle compte autoriser dès l'âge de 14 ans et développer massivement.

Benoît Hamon compte rendre l'instruction obligatoire dès 3 ans et limiter les effectifs en CP-CE1-CE2 en s'appuyant sur 40 000 recrutements d'enseignants en cinq ans. L'ancien ministre de l'éducation veut favoriser l'égalité en instaurant un service public du soutien scolaire, et en ouvrant le dialogue sur la carte scolaire. Dans le supérieur, son credo est aussi de « démocratiser la réussite » en allouant 1 milliard d'euros supplémentaire et en développant la mobilité internationale.

Sur la laïcité

François Fillon souhaite améliorer le financement des cultes, notamment musulman, dans un but de transparence et d'indépendance vis-à-vis de financements étrangers. Il souhaite également associer les responsables du culte musulman à la lutte contre la radicalisation de certains individus.

Jean-Luc Mélenchon ne fait pas de ce thème un axe fort de son programme. Il prône la stricte application de la loi de 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat étendue à toute la France (en supprimant le Concordat et les statuts spécifiques en outre-mer). Il souhaite « combattre tout communautarisme » et toute manifestation religieuse dans le champ politique, sans viser particulièrement l'islam.

Emmanuel Macron préfère une « laïcité de liberté » à une « laïcité d'interdiction ». Il refuse d'étendre l'interdiction des signes religieux ostensibles à l'université et veut garantir la libre expression des convictions religieuses dans l'espace public. Il fait de la « restructuration de l'islam de France » un enjeu fort et souhaite former des imams en France de façon « adaptée aux valeurs de la République ».

Marine Le Pen veut renforcer la législation, en inscrivant par exemple la laïcité dans le code du travail. Elle prône l'extension du principe à l'ensemble de l'espace public, ce qui reviendrait à y interdire les signes religieux ostensibles comme c'est le cas à l'école. Elle s'oppose à tout financement public des lieux de culte et des activités culturelles.

Benoît Hamon compte faire respecter « scrupuleusement » la loi de 1905 qui protège la liberté de conscience, et propose de créer un numéro vert pour toute atteinte à ce principe. Il n'estime pas opportun de légiférer à nouveau sur le voile. Son programme ne reprend pas l'idée d'une taxe halal qu'il évoquait fin 2016.

Sur l'écologie

François Fillon prévoit, tout en développant la part des énergies renouvelables (et notamment le bois et la géothermie), de continuer l'exploitation du parc nucléaire français actuel en le modernisant. Le candidat des Républicains souhaite également fermer les quelques centrales au charbon restantes en France et veut fixer la tonne de carbone sur le marché européen du carbone à 30 euros minimum. François Fillon aimerait également assouplir le principe de précaution pour autoriser ce qu'il appelle l'innovation responsable.

Jean-Luc Mélenchon souhaite intégrer la protection de la nature dans la Constitution, tendre vers une économie circulaire (recyclage, alimentation locale, lutte contre le gaspillage...) et renforcer l'isolation des logements. Sur l'énergie, il veut nationaliser EDF et Engie, sortir du nucléaire (abandonner les EPR et le stockage de Bure), interdire les gaz de schiste et le soutien aux énergies fossiles et encourager la production locale d'énergies renouvelables.

Emmanuel Macron s'inscrit dans les objectifs de la loi sur la transition énergétique votée en 2015. Il compte réduire la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité, développer les énergies renouvelables (l'éolien et le solaire photovoltaïque), interdire les gaz de schiste et fermer toutes les centrales à charbon. Il souhaite une prime pour l'achat d'un véhicule moins polluant et aligner la fiscalité du diesel sur celle de l'essence.

Marine Le Pen n'en fait pas un thème fort de sa campagne et reste peu précise. Son programme fait de l'isolation des logements et du développement des énergies renouvelables deux priorités. Elle promet de « préserver l'environnement » et d'interdire l'exploitation du gaz de schiste. Mais elle propose également de stopper le développement de l'éolien, de maintenir le nucléaire et refuse de fermer la centrale de Fessenheim.

Benoît Hamon, en s'alliant avec le candidat d'EELV Yannick Jadot, a développé un programme écologique ambitieux. Il souhaite intégrer la préservation de l'eau et l'air dans la Constitution et instaurer une fiscalité environnementale. Son programme prévoit l'interdiction des perturbateurs endocriniens, la sortie du diesel en 2025 et la sortie du nucléaire en vingt-cinq ans, en misant sur les énergies renouvelables.

Sur les questions de sécurité

François Fillon propose, comme d'autres candidats, de porter le budget de la défense à 2 % du PIB. Les créations de 16 000 places de prison ainsi que de 5 000 postes de policier figurent au programme. Un milliard d'euros supplémentaire sur cinq ans sera dépensé pour améliorer leur efficacité. François Fillon souhaite aussi baisser la majorité pénale à 16 ans et rétablir les peines plancher instaurées par Sarkozy et supprimées par François Hollande.

Jean-Luc Mélenchon souhaite restaurer « l'indépendance militaire » de la France, renationaliser les industries d'armement et impliquer davantage les citoyens dans la défense (service civique ou militaire obligatoire, garde nationale). Il compte augmenter les effectifs de policiers et gendarmes au niveau de 2007. Concernant la justice, le candidat prône des alternatives à la prison.

Emmanuel Macron propose de porter le budget de la défense à 2 % du PIB et de restaurer un service militaire d'un mois, obligatoire et universel, pour renforcer la garde nationale si nécessaire. Il souhaite recruter 10 000 policiers et gendarmes et rétablir une police de proximité. Le candidat compte supprimer l'automatisme de l'aménagement de peine pour rendre effectives les incarcérations et créer 15 000 places de prison.

Marine Le Pen veut durcir la justice qu'elle juge trop laxiste. Elle souhaite rétablir les peines planchers, supprimer les remises de peine automatiques, instaurer une perpétuité incompressible. Elle compte renforcer la défense avec un budget minimum de 2 % inscrit dans la Constitution et le recrutement de 50 000 militaires. Elle promet 15 000 policiers et gendarmes supplémentaires et 40 000 nouvelles places de prison. Elle propose aussi le rétablissement d'un service militaire.

Benoît Hamon mise sur le rétablissement de la police de proximité, et la création de 5 000 postes dans les forces de l'ordre. Il souhaite aussi rendre la justice plus moderne et rapide. Le candidat socialiste ne compte pas créer de nouvelles places de prison mais plutôt favoriser les peines alternatives et la réinsertion.

Sur le temps de travail

François Fillon propose de supprimer les 35 heures et de laisser les entreprises décider par des accords internes. L'assouplissement des règles de protection des employés est une priorité pour le candidat LR, qui souhaite plafonner les indemnités prud'homales et clarifier les règles du licenciement économique. Les PME sont également ciblées par François Fillon, qui souhaite réduire les cotisations patronales et doubler le nombre de seuils sociaux pour éviter les effets de seuil trop importants.

Jean-Luc Mélenchon est favorable à la réduction du temps de travail, en favorisant le passage aux 32 heures et en instaurant une sixième semaine de congés payés. Le smic serait augmenté de 16 %. Il veut limiter par la loi le recours au temps partiel et aux CDD, et créer un « *droit opposable à l'emploi* » obligeant l'Etat à embaucher les chômeurs à des missions d'intérêt général.

Emmanuel Macron souhaite conserver la durée légale du temps de travail à 35 heures. Il est cependant favorable à un renforcement du dialogue social au niveau de l'entreprise et n'exclut pas que le temps de travail puisse être adapté (à la hausse ou à la baisse) dans le cadre des négociations selon les besoins du salarié ou de l'entreprise. Il propose également d'exonérer les heures supplémentaires de cotisations.

Marine Le Pen plaide pour l'abrogation de la loi El-Khomri et le maintien des 35 heures. Si elle accepte la négociation sur l'allongement du temps de travail, elle y met deux conditions : que la négociation soit menée au niveau des branches professionnelles, et que la compensation salariale soit intégrale (39 heures payées 39). En vertu de son principe de « *priorité nationale* », elle compte instaurer une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers.

Benoît Hamon souhaite remplacer la loi El-Khomri par un texte qui « *encouragera la poursuite de la réduction collective du temps de travail* » sur la base du volontariat. Il compte créer un fonds de transition travail (FTT) pour « *créer autant d'emplois nouveaux que ceux qui disparaîtront* » avec les mutations de l'économie.

Sur la protection sociale

François Fillon propose de décaler l'âge de départ à la retraite à taux plein à 65 ans mais souhaite revaloriser les petites pensions de 10 %. Il propose également de rendre les allocations chômage dégressives et conditionner son allocation sociale unique (une fusion entre RSA, prime d'activité et allocations logement) à la recherche d'emploi.

Jean-Luc Mélenchon veut restaurer la retraite à 60 ans à taux plein. Il compte instaurer une « *sécurité sociale professionnelle* » garantissant une continuité de revenu en cas de perte d'emploi, une allocation d'autonomie pour les 18-25 ans, un versement simplifié du RSA et une revalorisation des minima sociaux pour dépasser le seuil de pauvreté (840 euros).

Emmanuel Macron propose un régime de retraite unique (sans toucher à l'âge légal de départ ni au montant des pensions), et une allocation sociale unique versée automatiquement. L'assurance-chômage deviendrait universelle (indépendants et salariés démissionnaires inclus), mais serait supprimée après 2 refus d'emplois « décents ». Pour les soins de santé coûteux (lunettes, prothèses...), le candidat veut un remboursement à 100 % en associant les mutuelles.

Marine Le Pen, fidèle à son principe de « priorité nationale », veut garantir la sécurité sociale à tous les Français et durcir les conditions d'accès à une couverture maladie publique pour les étrangers. L'âge légal de départ à la retraite serait abaissé à 60 ans, une prime de pouvoir d'achat serait versée aux plus faibles revenus, et les allocations familiales redeviendraient universelles.

Benoît Hamon défend le projet du revenu universel d'existence (RUE) pour lutter contre la précarité et augmenter les revenus des actifs, salariés, étudiants ou indépendants. Cette somme, qui atteindrait à terme 750 euros, s'ajoute aux prestations existantes. Les minima sociaux seront revalorisés de 10 % et la pénibilité sera comptabilisée dans le calcul des retraites.

Sur la fiscalité

François Fillon souhaite une baisse pérenne des cotisations salariales et de l'impôt sur les sociétés, qu'il entend fixer à 25 %. L'impôt de solidarité sur la fortune sera supprimé et le taux normal de la TVA sera augmenté de deux points. François Fillon souhaite également instaurer un taux unique pour taxer le capital et le patrimoine.

Jean-Luc Mélenchon veut rendre l'impôt sur le revenu plus progressif en instaurant 14 tranches au lieu de 5. Son système fiscal vise les plus riches : revenus supérieurs à 400 000 euros imposés à 100 %, ISF renforcé, hausse des droits de succession et héritages limités à 33 millions d'euros, taxation des Français résidant à l'étranger, instauration d'une TVA grand luxe.

Pour **Emmanuel Macron**, la fiscalité ne doit pas pénaliser l'activité économique. Il veut favoriser l'investissement dans les entreprises en limitant l'ISF au patrimoine immobilier et en créant un prélèvement unique sur le capital. Il souhaite également baisser le coût du travail et l'impôt sur les sociétés. Pour les particuliers, il promet de baisser les cotisations salariales et de supprimer la taxe d'habitation pour 80 % des ménages. Il augmente la CSG mais pas la TVA.

Marine Le Pen veut alléger les impôts des ménages. Elle promet de n'augmenter ni la CSG ni la TVA, de relever le plafond du quotient familial, baisser l'impôt sur le revenu pour les trois premières tranches tout en supprimant le prélèvement à la source. Elle conserverait l'ISF. Pour les entreprises, elle propose une fiscalité avantageuse pour les TPE/PME (taux intermédiaire d'impôt sur les sociétés, baisse de cotisations sociales...).

Benoît Hamon veut poursuivre le prélèvement à la source de l'impôt et réformer l'imposition sur le patrimoine pour favoriser l'accession à la propriété par rapport aux héritiers. Mais sa priorité est la lutte contre la fraude fiscale. Il souhaite « *faire sauter le verrou de Bercy* », taxer les bénéfices détournés par les multinationales et les superprofits des banques au-delà de 5 milliards d'euros. Le candidat prévoit de nouvelles taxes, sur les robots et les transactions financières.

Sur les questions internationales

François Fillon est favorable à un rapprochement avec la Russie, et veut lever les sanctions existantes contre elle. Dans le même esprit, il souhaite engager des discussions avec Bachar Al-Assad afin de résoudre le conflit syrien, sans remettre en cause la légitimité de ce dernier. Autre mesure diplomatique forte, le candidat LR souhaite conditionner l'aide au développement à la coopération des pays en matière de retour de leurs ressortissants sans papiers en France.

Jean-Luc Mélenchon souhaite se désengager de l'OTAN, du FMI et de la Banque mondiale, tout en renforçant l'ONU, en relançant les coopérations internationales dans les domaines de l'environnement, des migrations et du développement, et en créant une alliance altermondialiste. Il compte reconnaître l'Etat palestinien et « *s'entendre* » avec la Russie.

Emmanuel Macron souhaite rester dans l'OTAN mais refuse l'entrée de nouveaux pays dans l'Alliance. Il plaide pour un élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU à de nouveaux membres permanents. Il ne reconnaîtra pas l'Etat palestinien avant la signature d'un accord de paix avec Israël, refusera l'entrée de la Turquie dans l'UE, et souhaite « *s'entendre* » avec la Russie à condition qu'elle respecte les accords de Minsk en Ukraine.

Marine Le Pen est très succincte sur ce point dans son programme. Elle s'engage à quitter le commandement intégré de l'OTAN et à renforcer les liens de la France avec les pays francophones. Elle prône une politique internationale « *fondée sur le réalisme* ». Sans que cela figure dans ses propositions, elle s'est plusieurs fois exprimée en faveur d'un rétablissement des liens avec la Russie.

Benoît Hamon réaffirme son soutien à l'ONU, « *loin de l'unilatéralisme et de la brutalité* » esquissés par Vladimir Poutine, Xi Jinping ou Donald Trump, et aux engagements sur le climat de la COP21. Il souhaite créer un office mondial des biens communs protégeant l'eau, l'air, l'espace et la biodiversité. La défense de la francophonie et la reconnaissance de l'Etat palestinien figurent à son programme.

Sur l'Europe

François Fillon souhaite continuer la convergence des politiques économiques européennes (à travers une harmonisation fiscale et un gouvernement de la zone euro) et plaide pour un arrêt de l'élargissement de l'Union. Il souhaite également que l'Europe défende mieux ses intérêts économiques en refusant le Tafta ou en devenant plus indépendant du FMI.

Jean-Luc Mélenchon estime que « *l'Union européenne, on la change ou on la quitte* » : il veut renégocier les traités existants, en particulier le pacte de stabilité et l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE), pour proposer de nouvelles règles anti-austérité et plus protectionnistes. Le candidat de La France insoumise n'exclut pas une sortie de l'Europe, soumise à référendum.

Pour **Emmanuel Macron**, l'Europe est un « *acquis essentiel* ». Il veut démocratiser l'Union européenne tout en la renforçant : protection des frontières au niveau européen, défense européenne, budget et Parlement de la zone euro, droits sociaux européens. Sur le plan commercial, il veut créer des protections européennes contre la concurrence internationale mais ne s'oppose pas au traité de libre-échange CETA.

Marine Le Pen prône un retour à la souveraineté nationale. Elle compte renégocier les traités de l'Union puis proposer un référendum sur le maintien de la France dans l'UE. Elle ne souhaite toutefois pas forcément en sortir. Elle refuse tous les traités de libre-échange, veut sortir de Schengen et promet le retour à une monnaie nationale, sans pour autant abandonner l'euro (qui resterait une monnaie commune).

Benoît Hamon compte renégocier les traités européens, pour y instaurer plus de démocratie : il s'agirait de faire reposer les décisions économiques non pas sur l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances) mais sur une

assemblée représentative. Il compte sur l'Union européenne pour instaurer une harmonisation fiscale et un plan d'investissement de 1 000 milliards d'euros.

Sur les questions de terrorisme

François Fillon propose de réformer les services de renseignement et d'augmenter les moyens humains et matériels. Il propose aussi de déchoir de leur nationalité française les Français parti combattre à l'étranger et de leur interdire l'entrée sur le territoire national. François Fillon souhaite également donner le pouvoir aux préfets de fermer des lieux de culte dont l'activité est jugée de nature à porter une menace à l'ordre public et à la sécurité intérieure.

Jean-Luc Mélenchon prône une « *coalition universelle* », incluant les Kurdes, contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak. Sur le territoire français, il demande la fin de l'état d'urgence et de l'opération Sentinelle, ainsi qu'une évaluation des lois antiterroristes. Peu précis sur la lutte contre l'embrigadement, le candidat de la France insoumise veut s'attaquer au financement des activités terroristes.

Emmanuel Macron aborde peu ce thème. Pour lui, le terrorisme prend en partie racine dans les discriminations et l'absence de mobilité sociale en France et il entend agir sur ces points. S'il espère pouvoir lever l'état d'urgence (qu'il juge pour l'heure nécessaire) et propose la réduction progressive de l'opération Sentinelle, il estime également qu'une réelle appréciation de la menace terroriste – dont dépendent ces décisions – est impossible pour des candidats.

Marine Le Pen en fait un enjeu majeur. Il s'agirait de lutter contre le « *fondamentalisme islamiste* », notamment par l'expulsion des étrangers proches de cette mouvance et la fermeture des « *mosquées extrémistes* ». Elle souhaite la mise en détention des Français liés à des « *organisations étrangères suscitant des actes d'hostilité ou d'agression envers la France* » (sans définir lesdites organisations). Pour les binationaux liés à une filière djihadiste, elle prône la déchéance de nationalité et l'interdiction du territoire.

Benoît Hamon détaille peu de mesures spécifiques contre le terrorisme. Il prône le renforcement des services de renseignement et appelle à un débat sur l'état d'urgence afin d'en limiter le recours. Lorsqu'il était député, il s'est prononcé contre la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux.